Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XIII-2 | 2005

Décentralisation et participation citoyenne : une nouvelle répartition des pouvoirs en Angleterre ?

L'imbrication des pouvoirs dans la (bonne) pratique des *community forests*

Interweaving Powers in the (Good) Practice of Community Forests

Sylvie Nail

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/3457>

DOI : 10.4000/rfcb.3457

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2005

ISBN : 2-911580-20-6

ISSN : 0248-9015

Référence électronique

Sylvie Nail, « L'imbrication des pouvoirs dans la (bonne) pratique des *community forests* », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XIII-2 | 2005, mis en ligne le 01 avril 2005, consulté le 10 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/3457> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.3457>

Ce document a été généré automatiquement le 10 avril 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'imbrication des pouvoirs dans la (bonne) pratique des *community forests*

Interweaving Powers in the (Good) Practice of Community Forests

Sylvie Nail

- 1 Les douze *community forests* anglaises, mises en place à partir de 1991 en zone périurbaine, constituent une illustration parlante de la mise en œuvre de la gouvernance en réseaux, la troisième et la plus récente des phases présentées dans l'introduction sur le mouvement centralisation-décentralisation depuis la Seconde guerre mondiale¹. Elles bénéficiaient d'un contexte idéal, puisque sans antécédent avant le début des années quatre-vingt-dix, et se sont donc développées *ex-nihilo* avec pour mission essentielle de répondre aux besoins du public en matière d'environnement urbain par le biais d'une gouvernance à niveaux multiples. Par conséquent, elles représentent un observatoire extrêmement riche de la nouvelle approche du pouvoir sous le *New Labour*, mais aussi corrélativement de l'extrême complexité de la mise en œuvre d'une telle approche : le foisonnement des acteurs et financeurs s'apparente parfois plus à une jungle qu'à une forêt urbaine, dans laquelle même les parties prenantes ont bien du mal à trouver leur chemin...
- 2 La présentation de chaque partenaire impliqué dans les *community forests* et ses modalités d'intervention serait fastidieuse et, pour plus de concision, je renvoie le lecteur à l'organigramme en fin de volume, qui permet de voir le grand nombre de partenaires concernés et, dans les grandes lignes, leur mode de contribution à l'élaboration des forêts par un codage de couleurs. Après une rapide présentation du programme et de ses objectifs, on verra comment la gouvernance en réseaux se met en place dans les *community forests*, de manière constamment évolutive depuis plus de dix ans, et on tentera de dresser un bilan de ce mode de gouvernance appliqué à la régénération urbaine.

Les *community forests*, genèse d'une vision plurielle pour le renouveau urbain

- 3 Les *community forests* sont une initiative conjointe de la *Countryside Commission* et de la *Forestry Commission*, qui explorent en 1988 les possibilités d'application en Grande-Bretagne de la foresterie urbaine, concept d'origine américaine dont la définition est double : '[the] management of privately and publicly owned trees in and adjacent to urban areas'², d'une part, '[the] cultivation and management of trees and forests for their present and potential contributions to the physiological, sociological and economic well-being of urban society'³, d'autre part. Il s'agit donc d'une vision globale, scientifique et technologique, bien sûr, mais aussi sociologique, économique et esthétique des avantages que les arbres procurent à la société dans les écosystèmes urbains⁴. Les douze *community forests* lancées le 25 juillet 1989 constituent l'expression la plus aboutie de cette multifonctionnalité forestière en Grande-Bretagne.
- 4 Les objectifs annoncés alors sont de contribuer à la régénération urbaine par la plantation des friches, et de fournir des possibilités d'emploi et de loisirs aux 26 millions de Britanniques vivant dans ou à proximité des 400 000 hectares concernés⁵. Il est prévu de porter le taux de boisement de ces zones, au départ très faible (6,5%), à 30% en 40 ans⁶. Par la plantation de nouveaux bois, la gestion de bois existants, leur ouverture partielle au public, ce qui sous-entend la mise en place de cheminements, signalétique, voies cyclables, et un programme de manifestations tout au long de l'année, on vise à l'amélioration de la ressource forestière à des fins commerciales et à son utilisation accrue par le grand public pendant ses loisirs. Il s'agit donc dès l'origine d'une intervention sur le paysage sous-tendue par des objectifs environnementaux, économiques et sociaux⁷.
- 5 Si ces objectifs multiples s'inscrivent parfaitement dans les quatre axes du programme forestier national⁸, ils émanent également d'accords internationaux dans lesquels le Royaume-Uni est partie prenante (voir les racines de l'arbre sur l'organigramme) qui ont amené les états signataires à fixer des objectifs communs pour resserrer les liens entre forêt et société. Au niveau de la Communauté européenne, les *community forests* s'inscrivent dans la politique agricole commune : en effet, depuis 1993, des aides ont été introduites pour les agriculteurs volontaires pour transformer leurs terres agricoles en bois, puis plus encore avec l'*Agenda 2000* dont les conséquences sont de découpler les subventions de la production. Elles figurent également dans les programmes de développement régional (fonds structurels) qui représentent une portion croissante du budget européen.

Un fonctionnement en réseau comme préalable de gestion d'un service public

Multiplicité des objectifs

- 6 Le cahier des charges s'est étoffé au fil du temps, de la recherche et des politiques publiques, pour inclure en outre à ce jour la reconversion des terres agricoles et la promotion de l'emploi en milieu rural, l'éducation, la lutte contre l'exclusion et, plus récemment, la santé par la prévention des maladies liées aux modes de vie urbain⁹. En

tout état de cause, les arbres, plantés en quantité pourtant massive, sont donc devenus de plus en plus le support à d'autres objectifs que strictement arboricoles, au point qu'il n'est pas rare de dire que les arbres sont secondaires dans le phénomène de *community forestry*¹⁰. Un responsable du *British Trust for Conservation Volunteers* résume l'évolution de la pensée en disant que lorsque l'on parlait des *community forests* au début du mouvement, on leur mettait un *c* minuscule et un *F* majuscule, puis qu'une dizaine d'années plus tard, on en était à mettre des majuscules aux deux noms, et qu'à terme il conviendrait que le *C* soit majuscule et le *f* minuscule, remettant ainsi les objectifs de citoyenneté et de qualité de vie au centre du programme¹¹. C'est dire que ce qui n'était qu'une hypothèse de départ, à savoir les vertus de la forêt urbaine pour favoriser le « capital social »¹², défini comme la capacité des populations concernées d'agir ensemble pour améliorer leur qualité de vie, est devenue évidence pour beaucoup. On en arrive à trouver normal de lire '*planting trees is what you do as a citizen, as important, for instance, as voting*'¹³. La construction sociale de la réalité de la forêt urbaine a fait son œuvre.

Partenaires et stratégies

- 7 Les douze *community forests* représentent actuellement un partenariat entre la *Forestry Commission*, la *Countryside Agency*, 58 collectivités locales et une pléiade de partenaires privés et associatifs impliqués à des degrés divers. Chaque équipe responsable d'une forêt est autonome par rapport aux autres et agit en fait comme un émetteur-récepteur de projets et de fonds, et un facilitateur pour monter les dossiers de subventions et les diverses manifestations en fonction des priorités de son *Forest Plan*. Pour chaque projet, il s'agit de mettre en relation les acteurs et les financeurs.
- 8 Les projets, au service des objectifs énoncés précédemment, consistent souvent à boiser des friches industrielles ou des délaissés urbains, le paysage étant clairement perçu comme une valeur ajoutée destinée à attirer les investisseurs, particulièrement dans le nord du pays. Il s'agit aussi fréquemment de reconvertir des terres agricoles. Une écrasante majorité (80%) des terrains à boiser est en propriété privée et le travail des équipes consiste à convaincre les propriétaires, grâce à des aides. La participation du public est au cœur du dispositif, et on peut schématiser les divers degrés d'implication de la population locale sous la forme d'une pyramide : en bas le grand public qui se joint à une manifestation, ponctuellement. Au-dessus, une portion de la population désireuse de s'impliquer davantage, dans des actions de plantation ou dans des associations de défense des bois, par exemple. En haut, les responsables d'associations. Tout est fait pour amener une portion croissante du grand public vers un niveau plus élevé de la pyramide, grâce par exemple à une sensibilisation par voie de brochures, de réunions, d'enquêtes porte à porte, de prise de contact avec des associations locales, de mise au point de logiciels de systèmes d'information géographique destinés à montrer l'évolution future de la forêt, et surtout de nombreuses actions de sensibilisation et de plantation dans le cadre scolaire.

Complexité des financements

- 9 Le financement des équipes et des projets est également marqué par une grande complexité. Chaque forêt dispose d'une équipe de direction (*core team*) financée à 50% par la *Countryside Agency* et à 50% par les collectivités locales qui la composent. À cela

viennent s'ajouter des fonds d'origines diverses. Le personnel d'une *community forest* peut ainsi inclure des collègues financés, qui par le BTCV ou une autre association, qui par une subvention de la *Forestry Commission*. De même, la majeure partie des initiatives décidées et menées par l'équipe se font sur financements *ad hoc*, émanant soit de la Communauté européenne, soit d'agences, soit d'entreprises, soit de la loterie nationale ou encore des associations. Le principe de base du financement est le *match funding*, c'est-à-dire que chaque demande de subvention doit apporter la preuve d'un co-financement, en espèces ou en nature, ce qui permet de compter par exemple les heures de volontariat de la population locale. On peut voir dans cette exigence un autre aspect du fonctionnement en réseau : il faut démontrer sa capacité à mettre en synergie des partenaires au service d'actions multifonctionnelles. Mais on peut y voir aussi le résultat d'une logique du privé, où chaque action doit être défendue face à un marché de financeurs ayant l'embarras du choix.

- 10 L'une des tâches des équipes au cours de ces dix années a donc consisté à apprendre les « règles du jeu » financier¹⁴, ce dont témoigne le directeur d'une des forêts en indiquant dans son bilan de dix années d'efforts :

Community forests attracted in 1998-99 £1.5 million in forestry and countryside grants and a massive £28 million from a wide range of other public, private and voluntary sector funding sources. At 15:1 this represents a pretty good gearing ratio for a programme with core costs of less than £2.0m per year.¹⁵

- 11 De plus en plus, on recrute dans les *community forests* du personnel spécialisé pour trouver des sources de financement et monter les dossiers appropriés pour les obtenir, ce qui représente un temps et une compétence croissantes. Les sources de financement sont nombreuses, mais de plus en plus de demandes leur sont faites, et les mieux lotis sont souvent les plus techniciens des montages de dossiers. Ainsi, la logique de collaboration verticale entre partenaires à tous les niveaux au service d'un projet (idée phare de la gouvernance en réseaux) se double d'une logique concurrentielle horizontale face à un autre groupe de partenaires désireux de monter un autre projet ailleurs, en bénéficiant des mêmes sources de financement. Certaines aides financières sont inaccessibles aux *community forests*, telles que les fonds européens pour le développement rural. Mais elles peuvent en revanche aider leurs partenaires (agriculteurs par exemple) à monter les dossiers de demande de subventions, qui seront ensuite utilisées pour augmenter la surface de la forêt. Allant plus loin, pour échapper aux limitations que leur impose leur statut public, la plupart des *community forests* se sont dotées au cours des dernières années de *trusts*, ayant donc un statut associatif et destinés faire la promotion de la forêt, à véhiculer une autre image du programme, en particulier auprès des entreprises pas toujours réceptives au service public, et surtout à avoir accès à des fonds que leur statut public leur interdit d'obtenir. Ils peuvent également se porter acquéreurs de terrains et former des partenariats avec d'autres organismes, publics ou non, démultipliant ainsi les possibilités d'aide financière.

Évaluation

- 12 Comment juger de l'efficacité du modèle mis en place dans la gestion des *community forests* ? Je retiens plusieurs critères, qui sont ceux de la multifonctionnalité des forêts urbaines.

Efficacité en termes paysagers et environnementaux

- 13 Ce devrait être le plus évident, mais c'est également le plus lent : les nouvelles plantations prendront au moins quinze ans pour devenir visibles, trente ans ou plus pour être utilisables. Les actions les plus faciles ont déjà été menées : gestion des bois existants, plantation sur terrains publics. Le plus difficile reste à faire, à savoir la plantation sur terrains privés, et le défi augmente sans arrêt, puisque la surface des *community forests* a été portée à 450 000 hectares. Les chiffres publiés indiquant la progression des plantations sont en général difficiles à mettre en relation avec les objectifs, mais un recoupement d'informations laisse à penser qu'en 2004, au terme de treize années d'action, on a planté une surface équivalant aux objectifs de trois années de plantation. C'est peut-être la raison pour laquelle certaines équipes (celle de la Avon Forest autour de Bristol, par exemple) envisagent déjà qu'il leur faudra 50 et non 40 ans pour mener à bien leur projet.

Efficacité en termes économiques

- 14 Le discours sur la rentabilité économique du programme est très positif. Une étude récente approuvée par le ministère des Finances démontre que sur quarante ans les bénéfices dépasseront les investissements de 265 millions de livres sterling. Peut-être est-il d'autant plus nécessaire de répandre cette bonne nouvelle que cela est peu perceptible dans la réalité. En effet, si les *community forests* coûtent énormément d'argent, elles en rapportent encore fort peu, et cette insistance sur les profits rappelle la logique du privé présente dans le programme : il s'agit de démontrer aux *stakeholders*, plutôt perçus ici comme des *shareholders*, que leur investissement va porter ses fruits. En réalité, le nombre d'emplois directs créés (personnel des *community forests*, pépiniéristes, forestiers) ou induits (tourisme, artisanat du bois) est pour le moment assez modeste, et le rapport de la production de bois est vu comme un moyen de financer les autres objectifs. En tout état de cause, il s'agit d'un volet extrêmement minoritaire à ce jour.

Efficacité en termes sociaux, de « qualité de la vie »

- 15 Là encore, le bilan est mitigé : l'accès du public aux forêts est limité et le restera, dans la mesure où il dépendra massivement de l'accord des propriétaires privés. On invite certes la population locale à s'approprier la ressource forestière pour ses loisirs dans les lieux où les forêts sont accessibles, mais des études qualitatives tendent à montrer que certains facteurs essentiels ne sont pas forcément pris en compte, tels que la proximité du lieu d'habitation des bois, la surface de ceux-ci, et surtout la sécurité, éléments pourtant cruciaux pour la fréquentation régulière et une perception positive des espaces boisés, en particulier de la part des populations vulnérables (femmes, enfants, minorités ethniques)¹⁶. La fréquentation accrue du public demeure donc sujette à caution.

Efficacité en termes de gouvernance locale et de lutte contre la désaffection du public face aux affaires locales

- ¹⁶ Tout aussi discutable est la participation de la population comme partenaire actif de l'élaboration des *community forests*. Celle-ci est très mise en avant dans les bilans annuels de chacune des forêts, où l'on comptabilise avec une certaine ardeur le nombre de journées de volontaires, le nombre de manifestations organisées et le nombre de personnes y ayant participé. Mais qu'en est-il en termes de mélange des populations et de pouvoir décisionnel du public, autrement dit de gouvernance locale, qui représente un objectif majeur du programme (*empowerment*) ? Les *community forests* sont implantées dans des zones parmi les plus défavorisées du pays, où la population n'est pas nécessairement attirée par les bois, vit souvent des situations d'exclusion, et ne dispose pas toujours du temps ou de l'envie de s'investir dans son environnement. De fait, l'observation montre que l'on croise majoritairement sur les chantiers de plantations des familles blanches appartenant à la classe moyenne et déjà sensibilisées aux questions environnementales. Ceci constitue un obstacle à l'objectif social contenu dans le terme même de *community forest*.
- ¹⁷ Par ailleurs, la transparence démocratique de l'organisation est loin d'être évidente, ce qui s'explique par l'organisation et le financement à niveaux multiples. Les critiques sont vives sur la sur-représentation de l'État à tous les niveaux, au niveau régional par exemple, par la mise en place de *government offices* qui de fait occupent les postes clés dans les *regional development assemblies*, sans aucun mandat électoral, mais en profitent pour mettre en place les politiques gouvernementales, et non celles émanant des souhaits de la population¹⁷. De même, certains partenaires, associatifs en particulier, déplorent leur manque d'influence dans les stratégies et les *Forest Plans*¹⁸. Un autre volet de la question de la gouvernance en réseaux, et des financements multiples, consiste à se demander si l'État ne profite pas de ces programmes pour se désengager du financement d'une partie de ses missions de service public. D'aucuns le disent, eu égard aux résultats de certaines actions financées sur fonds européens qui ont permis un allègement de la participation nationale. La réponse officielle est que l'argent de l'Europe permet de faire bénéficier plus de personnes plus longtemps que ce qu'aurait pu faire l'argent de l'État. En dernière analyse, certains *stakeholders* sont plus égaux que d'autres, et l'on ne peut pas comparer le poids de l'État, ou même des entreprises susceptibles de co-financer des actions onéreuses, avec le poids de la population locale que l'on consulte selon des modalités fluctuantes.
- ¹⁸ Il est donc bien difficile de voir se dessiner la réalisation de l'intégralité de l'objectif annoncé, à savoir combler les besoins de la population tels que définis par la population. Mais les fonds sont nombreux et substantiels pour planter des arbres, donc la tentation est forte de s'engouffrer dans un créneau où les acteurs pensent en toute bonne foi que les résultats seront de toute manière pour le bien du public.

Conclusion

- ¹⁹ Les *community forests* illustrent trois thèmes chers au programme *New Labour* : *performance management*, *democratic renewal*, *joined up partnership*¹⁹. Pour ce faire, elles font appel pour atteindre leurs objectifs multifonctionnels à un grand nombre de services publics, entre lesquels elles forment un lien (santé, environnement,

régénération urbaine, éducation, sécurité, logements,...), obligeant à une ouverture vers des partenariats, en rupture avec une approche antérieure de ces services publics. Inversement, chaque service public va se trouver ouvrir son champ d'intervention en raison d'une approche plus globale de ses missions. Tony Blair vantait récemment les mérites de cette approche : *'The success of England's community forests demonstrates that social and economic gain can be achieved hand in hand with environmental enhancement... I commend the community forests as a model and inspiration for others'*²⁰.

- 20 Sans doute est-ce au nom de cette « bonne pratique » de la gouvernance en réseaux, de cette exemplarité, que le secrétaire d'État aux Affaires rurales a annoncé le 29 mars 2004 le prolongement pour deux ans du co-financement des équipes par la *Countryside Agency*, qui devait s'arrêter en 2005²¹. Malgré les réserves émises çà et là, les *community forests* sont clairement présentées comme une pépinière de nouveaux modes de gestion des services publics²².

BIBLIOGRAPHIE

BOLAND, Philip. 'Urban governance and economic development : a critique of Merseyside and Objective 1 status'. *European Urban and Regional Studies*, 7 (3), 2000, pp. 211-222.

BURGESS, Jacquelin. *Growing in Confidence : Understanding People's Perceptions of Urban Fringe Woodlands*. Countryside Commission Technical Report, CCP 457. Northampton: Countryside Commission, 1995, 39 p.

BURGESS, Jacquelin; HARRISON, Carolyn & LIMB, Melanie. 'People, Parks and the Urban Green : a Study of Popular Meanings and Values for Open Spaces in the City', *Urban Studies*, 25, 1988, pp. 455-473.

COLES, R. & BUSSEY, S. 'Urban forestry landscapes : urban lifestyles and urban living' in BENSON, John F. & ROE, Maggie H. (eds), *Urban Lifestyles : Spaces, Places, People*. Rotterdam: Balkema, 2000, pp. 185-192.

FORESTRY COMMISSION. *England Forestry Strategy : A New Focus for England's Woodlands*. Cambridge: Forestry Commission, 1998, 36 p.

FORESTRY COMMISSION, COUNTRYSIDE AGENCY. *Community Forestry : a Change for the Better – 7-9 December 1999, The Guildhall, London. Conference Proceedings*. London: Forestry Commission, Countryside Agency, 2000, 120 p.

JOHNSTON, Mark. 'The springtime of urban forestry in Britain', *Arboricultural Journal*, 23, 1999, pp. 233-260.

KING, Mike. *BTCV and Community Forests : a Framework for Future Involvement*. London: British Trust for Conservation Volunteers, 1996, 14 p.

KONIJNENDIJK, Cecil. 'A short history of urban forestry in Europe'. *Journal of Arboriculture*, 23 (1), 1997, pp. 31-39.

TABBUSH, Paul & O'BRIEN, Liz. *Health and Well-Being : Trees, Woodlands and Natural Spaces*.
Edinburgh: Forestry Commission, 2003, 45 p.

NOTES

1. Gerry STOKER, *Transforming Local Governance : From Thatcherism to New Labour*. Beyond the Centre Series, Palgrave: Macmillan, 2004, pp. 10-25.
2. *Encyclopedia Britannica*, online edition (<<http://britannica.com>>), 2000.
3. Canadian Forest Service Science and Technology Program, *Glossary of Terms* : <http://www.nrcan-rncan.gc.ca/csf-scf/science/prodserve/glossary_e.html> (2002).
4. Voir aussi J. HELMS (ed.), *Dictionary of Forestry*, Bethesda: Society of American Foresters, 1998.
5. Mark JOHNSTON, 'The springtime of urban forestry in Britain', *Arboricultural Journal*, vol. 23, 1999, p. 239.
6. Richard WAKEFORD, 'The relevance of community forestry to countryside around towns policy', in Forestry Commission, Countryside Agency, *Community Forestry : a Change for the Better*. 7-9 December 1999. The Guildhall, London, *Conference Proceedings*, London: Forestry Commission, Countryside Commission, p. 12. BALL, R.; BUSSEY, S.; PATCH, D.; SIMSON, A. & WEST, S., 'Country report on the United Kingdom', in FORREST, M.; KONIJNENDIJK, C. & RANDRUP, T. (eds), *COST Action 12 : Research and Development in urban Forestry in Europe*, Luxembourg : Office of Official Publications of the European Communities, 1999, p. 3.
7. Voir par exemple FOREST OF AVON, *Forest Plan*. Bristol: Forest of Avon, 2002, p. 39.
8. Ces quatre axes sont 'Forestry for rural development, forestry for economic regeneration, forestry for recreation, access and tourism, forestry for the environment and conservation', *England Forestry Strategy : A New Focus for England's Woodlands*. Cambridge: Forestry Commission, 1998.
9. Voir par exemple Paul TABBUSH & Liz O'BRIEN, *Health and Well-Being : Trees, Woodlands and Natural Spaces*, Edinburgh: Forestry Commission, 2003, 45 p.
10. *Ibid.* pp. vi-vii.
11. Mike KING, 'Community involvement and community development : a review of lessons for the future', *Community Forestry : a Change for the Better*, *op.cit.*, pp. 63-65.
12. 'Social capital', Mike KING, *ibid*, p. 65.
13. *Ibid.* p. 64.
14. 'The rules of the game', comme le dit Paul Hill-Tout, *Chief Conservator of the Forestry Commission England*, entretien 21 novembre 2002.
15. John VAUGHAN, 'The success of England's community forests', *Community Forestry : a Change for the Better*, *op.cit.* p. 17.
16. R. COLES & S. BUSSEY, 'Urban forestry landscapes : urban lifestyles and urban living', in J. BENSON & M. ROE (eds), *Urban Lifestyles : Spaces, Places, People*, Rotterdam: Balkema, 2000, pp. 185-192. Voir aussi à ce sujet Jacquelin BURGESS ; Carolyn HARRISON & Melanie LIMB, 'People, Parks and the Urban Green : a Study of Popular Meanings and Values for Open Spaces in the City', *Urban Studies*, vol. 25, 1988, pp.455-473, et Jacquelin BURGESS, *Growing in Confidence : Understanding People's Perceptions of Urban Fringe Woodlands*, Countryside Commission Technical Report, CCP 457. Northampton: Countryside Commission, 1995.
17. Philip BOLAND, 'Urban governance and economic development : a critique of Merseyside and Objective 1 status', *European Urban and Regional Studies*, vol. 7, n° 3, 2000, pp. 211-222. S. MARTIN, 'The effects of EU regional policy on local institutional structures and policies', in J. BACHTLER & I. TUROK (eds) *The Coherence of EU Regional Policy*, London: Jessica Kingsley, 1997, pp.51-66.
18. Voir par exemple Mike KING, *BTCV and Community Forests : a Framework for Future Involvement*, London: British Trust for Conservation Volunteers, 1996.

19. Gerry STOKER, *op.cit.* p. 49.

20. The National Community Forest Partnership, *England's Community Forests : Shaping the Future, 1990-2004. Briefing note.* <<http://www.defra.gov.uk/news/2004/040329a-briefing.pdf>>, p. 1 (consulté le 15 avril 2004).

21. 'Alun Michael announces two year extension in funding for community forests'. DEFRA, UK, *News Releases 2004*, 113/04, 29 March 2004, <<http://www.defra.gov.uk/news/2004/040329a.htm>>, p. 1 (consulté le 15 avril 2004).

22. Ou, comme le dit Philip BOLAND, '[multi-level governance] has become a staple ingredient in the verbal diet, along with globalization, competitiveness, networking and innovation, that too often flows from the rhetoric of government, media and institution-speak', *op. cit.* p. 212.

RÉSUMÉS

L'analyse des objectifs et des moyens mis en œuvre depuis 1989 pour créer les douze *community forests* anglaises en zone périurbaine permet de voir l'application d'un modèle de gouvernance à niveaux multiples prôné par le *New Labour*. Force est de constater que le bilan de ce programme de régénération urbaine doit être pour le moins réservé, en raison de la grande complexité d'une telle approche ainsi que de l'inégalité évidente des partenaires, en particulier les associations et le grand public, dont la participation constitue pourtant le socle officiel du projet.

Analysing the aims and means of periurban community forests in England since their inception in 1989 is a means of observing the enforcement of a model of multilevel governance, as praised by New Labour. The success of this programme of urban regeneration is debatable, partly because of its great intricacy, and partly because of the obvious inequality between the stakeholders, not least of whom charities and the public, whose participation supposedly lies at the heart of the programme.

AUTEUR

SYLVIE NAIL

Université de Paris III-Sorbonne Nouvelle